



Perspectives chinoises

2012/4 | 2012

Femmes chinoises : enfin une « moitié de ciel » ?

Éditorial

Isabelle Attané



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6390>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2012

Pagination : 2-3

ISBN : 979-10-91019-05-7

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Isabelle Attané, « Éditorial », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2012/4 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6390>

Editorial

ISABELLE ATTANÉ

Il y a aujourd'hui 650 millions de Chinoises, près de 10 % de la population de la planète. Mais ce nombre impressionnant n'atteint pourtant pas la moitié de la population chinoise. Le dernier recensement de la population (2010), dont les résultats ont été publiés en milieu d'année, le confirme : la Chine reste, avec l'Inde, parmi les très rares pays du monde enregistrant une majorité d'hommes. Preuve s'il en est des discriminations dont les Chinoises continuent d'être victimes, cette situation pose question. Car alors même que le pays connaît depuis plus de 30 ans un développement économique remarquable et que le niveau de vie global s'est significativement élevé, femmes et hommes ne sont toujours pas sur un pied d'égalité.

C'est un fait : toutes les Chinoises ne portent pas, comme le souhaitait Mao et à l'image de Liu Yang – première astronaute chinoise à avoir, au printemps dernier, été envoyée dans l'espace – une « moitié de ciel ». Les droits et intérêts des femmes sont pourtant, légalement, de mieux en mieux protégés et les défenseurs de l'égalité des sexes gagnent régulièrement de nouvelles batailles – on le voit par exemple avec Liu Yandong, première femme à avoir un temps été pressentie comme membre du comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois. Mais ces destinées féminines extraordinaires, si elles s'inscrivent dans un mouvement global de promotion du statut des femmes, n'en cachent pas moins la grande complexité des évolutions sociales récentes.

Dans les sociétés en transition, en effet, les transformations sociales et économiques en œuvre, souvent rapides et brutales, conduisent à une reconfiguration des rapports de pouvoir entre différentes catégories de population, avec parfois d'importantes répercussions sur les individus. Ces transformations sont souvent d'autant plus brutales qu'elles s'opèrent dans un contexte de transition démographique qui, avec la baisse du nombre d'enfants et l'augmentation de celui des personnes âgées, induit d'importants changements dans les structures familiales, et par conséquent dans le statut et le rôle des uns et des autres. Les relations entre les générations et entre les sexes, en particulier, sont mises à l'épreuve, la manière dont elles évoluent témoignant dès lors de la capacité des individus et des familles à s'adapter aux nouvelles opportunités, mais aussi aux nouvelles contraintes, imposées par ces transitions.

Dans cette perspective, la Chine est presque un cas d'école pour qui s'intéresse aux effets conjugués de cette double transition (démographique et économique) sur la société et les individus. Le désengagement de l'État, notamment dans les domaines phares de l'emploi, de la protection sociale, de l'éducation et de la santé, livre les familles à elles-mêmes et contribue à creuser les inégalités socioéconomiques. La population, globalement plus vulnérable, doit ainsi développer de nouvelles stratégies pour subvenir à ses besoins et tirer le meilleur parti des transformations en cours. Parallèlement, alors que la législation chinoise reste à l'avant-garde du monde en développement dans la promotion de l'égalité des sexes et que les initiatives en faveur des femmes sont multiples, la société ne leur concède qu'une autonomie relative, limitée notamment par un accès aux ressources (en particulier éducatives, financières et patrimoniales) moindre que celui des

hommes, alors même que des rôles et des sphères d'influence différents et toujours bien délimités continuent d'être attribués aux hommes et aux femmes.

Quels sont, dans ce contexte, les ressorts individuels et familiaux et comment s'articulent-ils avec les rôles sexués ? Comment les femmes chinoises s'inscrivent-elles dans ces transformations sociales et économiques ? De quelles ressources et protections disposent-elles pour les affronter ? Ont-elles des chances égales à celles des hommes face aux nouvelles opportunités offertes par la réforme du système économique ? Quels sont les domaines dans lesquels les inégalités entre les sexes restent aujourd'hui les plus présentes ? Plus généralement, quel bilan peut-on dresser des évolutions des 30 dernières années concernant le statut des femmes chinoises ?

En ce début de siècle, la question des femmes et de l'égalité des sexes reste une priorité dans l'agenda politique international, et pour cause. Rares sont en effet les pays (y en a-t-il seulement un ?) offrant aujourd'hui les conditions d'une égalité parfaite entre femmes et hommes dans des domaines aussi variés que l'accès à la santé, à l'instruction et à l'emploi, les salaires, la représentation politique, la transmission du patrimoine et, dans la sphère privée, la prise de décision au sein du couple et de la famille ou le partage des tâches domestiques. Dans certaines sociétés, comme en Chine, les inégalités entre femmes et hommes touchent même, parfois, à des aspects vitaux : il arrive en effet que la survie des un-e-s et des autres soit, à diverses étapes de leur existence, affectée par des inégalités d'ordre biologique (inhérentes à leur sexe) ou sociétal (fondées sur leur sexe social : leur genre). S'expriment alors, dans ce dernier cas, les manifestations les plus socialement inacceptables des inégalités entre les sexes.

Les articles réunis dans ce dossier traitent, dans une perspective démographique, sociologique ou anthropologique, des réalités complexes auxquelles les femmes chinoises sont aujourd'hui confrontées. L'article d'Isabelle Attané, qui met en miroir divers aspects de la vie des femmes et des hommes, révèle un bilan mitigé : alors que les Chinoises restent de plus en plus longtemps sur les bancs de l'école – presque autant que les garçons dans les jeunes générations – la persistance de rôles profondément sexués dans le monde du travail et dans la sphère familiale continue de limiter leur prise d'autonomie vis-à-vis des hommes et participe de la reproduction sociale des inégalités de genre. En outre, alors que les Chinoises seront durablement moins nombreuses que les hommes aux âges adultes (une conséquence directe de leur statut faiblement valorisé), rien n'indique *a priori* qu'elles pourront tirer des bénéfices de cette nouvelle donne démographique.

Pourtant, comme le montre l'article de Tania Angeloff et Marylène Lieber, la promotion de l'égalité des sexes reste une priorité politique du gouvernement chinois. Les lois successives promulguées depuis 1950 et les programmes d'action mis en place depuis les années 1990, en particulier, assurent en théorie une protection des droits et intérêts des femmes dans tous les domaines de leur vie. La Fédération des femmes, organe para-étatique dont la vocation est la défense de la cause féminine, représente en

outre une arène non négligeable pour le développement des revendications en matière de droits des femmes, servant même de creuset au mouvement féministe chinois.

Les trois articles suivants donnent à voir, à travers des résultats d'enquêtes de terrain et des récits de vie, des dimensions particulières de la vie des femmes. Ils apportent ainsi des éclairages originaux sur la manière dont stratégies familiales et logiques sociales s'imbriquent pour limiter, ou au contraire renforcer, l'influence de la division sexuelle des rôles sociaux sur les parcours féminins. Huang Yuqin s'intéresse, dans les campagnes, aux nouvelles opportunités de mobilité sociale offertes aux filles par l'éducation et montre que les arbitrages familiaux en la matière peuvent parfois les favoriser au détriment des garçons. Cependant, si l'on tend ainsi, y compris en zones rurales, vers une égalité de fait entre filles et garçons dans l'accès à l'éducation, celle-ci relève davantage d'une stratégie visant à améliorer la situation socioéconomique de l'ensemble de la famille, que de la volonté proprement dite d'élever le statut des filles. Sally Sargeson consacre sa réflexion à la reproduction des inégalités sociales et économiques entre les sexes dans le processus d'urbanisation. Alors que les études disponibles se concentrent généralement sur les inégalités de salaire, cet article met l'accent sur la question du patrimoine, qui reste largement détenu par les hommes. Dans la nouvelle économie de marché, hommes et femmes ont en effet un accès très différencié au capital, ce

qui contribue ainsi à maintenir, voire à creuser, les inégalités économiques entre eux et donc à perpétuer les inégalités de genre. Enfin, Florence Lévy se penche sur le cas de migrantes chinoises en France. En pointant des difficultés qui ne sont pas nécessairement l'apanage des femmes mais qui mettent en jeu le décalage des attentes sociales et des ressources selon les sexes, elle montre comment le vécu de ces femmes en termes de rapports sociaux de sexe et de discriminations sexuées a joué dans leur décision migratoire.

Sans prétendre à l'exhaustivité, ce dossier sur les femmes chinoises met en lumière la persistance des inégalités de genre dans la Chine des réformes. Surtout, il montre comment les rôles sociaux et familiaux des hommes et des femmes, qui restent profondément sexués, continuent de cimenter la société chinoise. Ainsi, les enjeux symboliques et concrets de l'émancipation des femmes illustrent la complexité des processus en œuvre dans ce qu'il convient désormais d'appeler la « modernisation » chinoise : des clés importantes pour les comprendre sont proposées dans ce dossier.

■ **Isabelle Attané est démographe et sinologue à l'Institut national d'études démographiques (INED Paris, France) et habilitée à diriger des recherches (HDR).**

INED, 133, boulevard Davout, 75980 Paris Cedex 20, France (attan@ined.fr).